

Rapport de gestion

Période de
quatre mois
terminée le 30
septembre
2011

Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires, ses stratégies, son rendement et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et aux notes afférentes pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 et aux états financiers consolidés audités les plus récents et aux notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 mai 2011. L'information figurant dans le présent document inclut tous les changements importants survenus au plus tard le 5 décembre 2011, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et à ses filiales.

Les états financiers de la période écoulée sont les premiers à être dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Auparavant, la Société se conformait aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Les chiffres comparatifs au 31 mai 2011 et pour le trimestre terminé le 31 août 2010 ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS, comme l'exigent les directives fournies dans IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur les principaux ajustements apportés aux capitaux propres, au résultat net, au résultat global et aux flux de trésorerie, se reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés, « Adoption des IFRS ». Par suite de l'adoption des IFRS, le dollar américain a remplacé le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle de la Société.

L'information financière présentée ci-après, y compris les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars américains. Elle renferme également des montants qui constituent des mesures de rendement non définies par les IFRS. Des renseignements portant sur ces mesures non définies par les IFRS sont fournis dans le rapport de gestion, à la rubrique Mesures non définies par les IFRS.

Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a changé la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Ce changement a été apporté pour faire concorder les fins d'exercice de 5N Plus et de MCP Group SA (« MCP »). Pour obtenir plus d'information à cet égard, se reporter à l'avis de changement de fin d'exercice que la Société a déposé sur SEDAR.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans ce rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent le risque lié aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés de l'acquisition, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. Une description des risques touchant l'entreprise et les activités de 5N Plus est présentée sous la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 mai 2011, de même que dans la section intitulée « Facteurs de risque » du prospectus simplifié de 5N Plus daté du 1er avril 2011, documents qui peuvent être consultés sur le site de SEDAR à www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs ont recours au futur et au conditionnel ainsi qu'à des termes tels que « croire » ou « s'attendre à », présentés à la forme positive et négative, à des variantes de ces termes ou à de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit le rendement financier futur de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de la présente, et 5N Plus n'assume aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas accorder une confiance induite à ces énoncés prospectifs.

Aperçu de la société et de ses activités

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

La Société comporte deux secteurs d'activités : le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités correspondantes sont gérées en conséquence par les principaux décideurs de la Société. Les données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de rendement, sont accessibles et utilisées pour gérer ces secteurs d'activité, pour examiner le rendement et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société. Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Ces produits sont principalement destinés aux produits photovoltaïques (énergie solaire), aux diodes électroluminescentes (DEL), aux produits électroniques à haute fréquence, à l'imagerie médicale, et aux produits thermoélectriques. La plupart de ces produits sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits des activités ordinaires et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques, est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités de ce secteur portent sur la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et les produits électroniques.

Les charges du siège social et les frais de vente, frais généraux et frais d'administration non répartis ainsi que les charges financières, les profits ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique Siège social et autres. Le siège social est également responsable de gérer les activités en phase de développement et les coûts afférents sont déduits des produits des activités ordinaires.

Principales données financières trimestrielles

| En milliers de dollars, sauf les montants par action (non audité) | Période terminée le | Exercice terminé le 31 mai 2011 | | | | Exercice terminé le 31 mai 2010 | | |
|---|--|---------------------------------|---------|---------|---------|--|---------|---------|
| | 30 septembre 2011 (IFRS et \$ US) (4 mois) | (IFRS et \$ US) (3 mois) | | | | (PCGR du Canada et \$ CA) (3 mois) | | |
| | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 |
| Produits | 242 289 | 121 976 | 20 663 | 19 314 | 18 042 | 19 730 | 19 227 | 15 753 |
| Marge brute ¹ | 42 857 | 24 898 | 8 157 | 8 161 | 7 497 | 8 671 | 8 204 | 7 359 |
| BAlIA ¹ | 29 536 | 12 125 | 6 049 | 5 842 | 5 398 | 6 209 | 6 262 | 5 506 |
| Résultat net | 14 933 | 7 476 | 5 576 | 6 454 | 2 794 | 4 339 | 4 076 | 3 217 |
| Résultat de base par action | 0,21 \$ | 0,15 \$ | 0,12 \$ | 0,14 \$ | 0,06 \$ | 0,09 \$ | 0,09 \$ | 0,07 \$ |
| Résultat dilué par action | 0,21 \$ | 0,15 \$ | 0,12 \$ | 0,14 \$ | 0,06 \$ | 0,09 \$ | 0,08 \$ | 0,07 \$ |
| Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus | 15 565 | 7 802 | 5 600 | 6 454 | 2 794 | 4 339 | 4 076 | 3 217 |
| Résultat de base par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus | 0,22 | 0,16 | 0,12 | 0,14 | 0,06 | 0,09 | 0,09 | 0,07 |
| Résultat net provenant des activités poursuivies | 14 933 | 7 476 | 5 576 | 6 454 | 2 794 | 4 363 | 4 362 | 3 403 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,21 | 0,15 | 0,12 | 0,14 | 0,06 | 0,10 | 0,10 | 0,07 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,21 | 0,15 | 0,12 | 0,14 | 0,06 | 0,09 | 0,09 | 0,07 |
| Carnet de commandes ¹ | 212 264 | 263 702 | 73 154 | 60 986 | 53 975 | 52 651 | 53 791 | 53 268 |

Les chiffres trimestriels de l'exercice terminé le 31 mai 2010 ont été établis selon les PCGR du Canada et n'ont pas été retraités aux termes des IFRS.

¹ Se reporter aux Mesures non définies par les IFRS.

Faits saillants de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011

- Les produits de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 ont augmenté de 1 243 % pour s'établir à 242,3 M\$, par rapport à 18,0 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010.
- Le résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 s'est chiffré à 15,6 M\$, ou 0,22 \$ par action, en hausse de 457 % par rapport au résultat de 2,8 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Les résultats attribuables aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus avant amortissement des actifs intangibles reliés à MCP étaient de 0,26 \$ par action.
- Le BAIIA a augmenté de 447 % pour atteindre 29,5 M\$, contre 5,4 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010.
- Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 17,0 M\$, en hausse de 367 % par rapport aux entrées de trésorerie de la même provenance de 3,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010.
- Au 30 septembre 2011, le carnet de commandes qui devait se traduire en ventes au cours des douze mois suivants s'élevait à 212,1 M\$, contre 54,0 M\$ au 31 août 2010.
- Les capitaux propres ont augmenté pour se chiffrer à 378,3 M\$ au 30 septembre 2011, par rapport à 362,7 M\$ au 31 mai 2011. La Société a augmenté sa flexibilité financière à la suite de l'obtention, le 12 août 2011, d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang multidevises de 250 M\$ CA (250 M\$ US au 2 décembre 2011) auprès d'un syndicat de banques. Le financement a été complété en octobre 2011 et, par conséquent, la Société dispose désormais d'une capacité d'emprunt additionnelle d'environ 82 M\$.
- Parmi les projets de croissance annoncés au cours de la période terminée le 30 septembre 2011 ou peu après, il faut souligner l'acquisition de la participation restante de 40 % dans la coentreprise Lao Industrial Resources Co. Ltd. et les projets d'établissement d'une nouvelle usine de gallium en Corée et d'une nouvelle usine de gallium primaire, pour laquelle la Société a signé un protocole d'entente avec Rio Tinto Alcan.

Nous (VNP sur TSX) sommes heureux de présenter les résultats de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011. Nous venons ainsi de terminer la première période suivant l'acquisition de MCP au cours de laquelle nous avons exercé nos activités en tant qu'entité regroupée, ce qui a eu une incidence positive sur les produits et le résultat, qui ont atteint des niveaux records. Nos deux unités d'affaires ont fourni un apport à peu près égal et conforme aux prévisions, car la demande de nos produits est restée forte pendant la plus grande partie de la période. Au cours de la période, aucun client ne représentait plus de 10 % de l'ensemble des produits, confirmant ainsi la réussite de notre stratégie de diversification.

L'intégration des activités de l'ancien MCP se poursuit conformément au plan initial. Nous nous sommes donné une nouvelle image en adoptant une seule appellation, 5N Plus, et l'harmonisation de l'entreprise progresse bien. À cet égard, nous avons intégré les dirigeants de l'ancien MCP dans notre équipe de haute direction et avons communiqué notre vision à l'ensemble du personnel dans le cadre d'une série de rencontres et de visites aux différents emplacements. La plupart de nos activités sont maintenant classées dans l'une ou l'autre de nos unités d'affaires centrées sur les clients et nos activités d'approvisionnement sont entièrement intégrées, si bien que nous devrions bénéficier de synergies importantes.

Rapport de gestion

Nous suivons de près les événements qui se déroulent actuellement en Europe et l'évolution du marché de l'énergie solaire qui subit les contrecoups de l'offre excédentaire de modules, même si ce marché représente moins de 10 % des produits de nos activités ordinaires.

Forts de notre diversification sur le plan des marchés, de la clientèle et de l'empreinte géographique, nous nous attendons à tirer pleinement profit de la récente acquisition de MCP. Nous demeurons donc optimistes malgré l'incertitude économique actuelle et avons bon espoir d'être en mesure d'accroître la valeur pour l'actionnaire, parallèlement à la mise en œuvre de notre plan de croissance.

Jacques L'Écuyer
Le président et chef de la direction,

Aperçu du résultat

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 | Hausse |
|--|--|--------------------------------------|---------|
| | \$ | \$ | |
| Produits | 242 289 | 18 042 | 1 243 % |
| Marge brute | 42 857 | 7 497 | 472 % |
| Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus | 15 565 | 2 794 | 457 % |
| Résultat par action attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus | 0,22 \$ | 0,06 \$ | 267 % |
| BAIIA | 29 536 | 5 398 | 447 % |
| Fonds provenant de l'exploitation ¹ | 16 989 | 3 631 | 367 % |
| Nouvelles commandes ¹ | 190 671 | 21 691 | 779 % |

¹ Se reporter aux Mesures non définies par les IFRS.

Produits

Les produits pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 ont atteint un niveau record de 242,3 M\$, en hausse de 1 243 % par rapport aux ventes de 18,0 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Les produits de MCP sont compris dans le résultat de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 et ont ainsi contribué pour la première fois à nos résultats financiers pour l'ensemble du trimestre. Les ventes des principaux produits ont été fortes tout au long de la période de quatre mois et les produits ont bénéficié de l'augmentation du prix de vente moyen par suite de la tendance à la hausse des prix des marchandises pendant la première partie de la période de quatre mois.

Marge brute

Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, la marge brute a augmenté de 472 % pour atteindre 42,9 M\$, ou 18 % des produits, comparativement à 7,5 M\$, ou 42 % des produits pour le trimestre terminé le 31 août 2010. L'augmentation de la marge brute est attribuable à la hausse des produits. Exprimée en pourcentage des produits, la marge brute a diminué en raison de l'inclusion des résultats financiers de MCP pour l'ensemble de la période. En règle générale, les marges brutes sur les produits vendus par MCP sont inférieures à celles que dégage la Société sur le plan historique. L'incidence négative de l'augmentation du coût des matières premières sur les prix moyens et le coût des ventes a également contribué à la baisse en pourcentage des produits des activités ordinaires.

Résultat net

Le résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 a atteint un niveau record de 15,6 M\$, ou 0,22 \$ par action, en hausse de 457 % par rapport au résultat net de 2,8 M\$, ou 0,06 \$ par action, du trimestre terminé le 31 août 2010. Cette augmentation est principalement attribuable au fait que les activités de MCP ont contribué pour la première fois au résultat de l'ensemble de la période, ce qui a augmenté la marge brute. L'incidence de l'augmentation de la marge brute sur le résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus a été neutralisée en partie par les hausses des frais généraux, frais de vente et frais d'administration et des charges financières.

BAIIA

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 | Hausse (diminution) |
|--|--|--------------------------------------|------------------------|
| | \$ | \$ | |
| Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus | 15 565 | 2 794 | 457 % |
| Charges financières (produits financiers), montant net | 3 440 | (40) | (8 700) % |
| (Profit) perte de change | (1 760) | 756 | (333) % |
| Amortissement | 7 334 | 702 | 945 % |
| Impôt sur le résultat | 4 957 | 1 186 | 318 % |
| BAIIA | 29 536 | 5 398 | 447 % |

Le BAIIA a progressé de 447 % au cours de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 pour atteindre 29,5 M\$ comparativement à 5,4 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. L'apport de MCP dans notre résultat opérationnel de l'ensemble de la période a généré un effet positif plus important sur le BAIIA que sur le résultat net, en raison des charges financières et de l'impôt sur le résultat qui ne sont pas inclus dans le calcul du BAIIA.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Les nouvelles commandes se sont établies à 190,7 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 et à 21,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010, ce qui représente une hausse de 779 %. De telles augmentations sont attribuables principalement à l'apport de MCP au carnet de commandes, mais reflètent également la tendance à la hausse des nouvelles commandes reçues et du carnet de commandes au cours de 2011, en raison des renouvellements importants de contrats et de l'élargissement de la gamme de nos produits. Cette augmentation des nouvelles commandes a entraîné l'accroissement du carnet de commandes qui s'est chiffré à 212,1 M\$ au 30 septembre 2011, en hausse de 293 % par rapport à 54,0 M\$ au 31 août 2010. Le carnet de commandes a diminué de 20 % depuis le 31 mai 2011 en raison d'une baisse correspondante du carnet de la division Matériaux écologiques en raison du caractère saisonnier du renouvellement des contrats. En ce qui concerne les produits, la diminution du carnet de commandes découle du fait qu'une plus forte proportion des ventes de MCP sont conclues au comptant et que son carnet de commandes représente une part plus faible des produits.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des secteurs d'activité de la Société, soit la division Matériaux électroniques et la division Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP avant l'acquisition sont réparties entre ces deux segments d'affaires. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le segment d'affaires des Matériaux électroniques.

Division Matériaux électroniques

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 | Hausse |
|--|--|--------------------------------------|--------|
| | \$ | \$ | |
| Produits | 116 255 | 18 042 | 544 % |
| Coût des produits vendus et charges, avant amortissement | (97,362) | (12 997) | 648 % |
| BAIIA sectoriel | 18 893 | 5 045 | 275 % |
| Nouvelles commandes | 103 072 | 21 691 | 375 % |

Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, les produits de la division Matériaux électroniques se sont établis à 116,3 M\$, en hausse de 544 % par rapport à 18,0 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette hausse s'explique par l'apport de MCP jumelé à une augmentation des ventes de produits solaires ainsi qu'à l'élargissement de notre gamme de produits grâce aux investissements effectués principalement pendant l'exercice terminé le 31 mai 2011.

Le BAIIA de la division Matériaux électroniques pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 a progressé de 275 % pour atteindre 18,9 M\$ comparativement à 5,0 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette augmentation est principalement attribuable à l'apport de MCP correspondant à ce secteur.

Rapport de gestion

Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, les nouvelles commandes de la division Matériaux électroniques ont atteint 103,1 M\$, contre 21,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette augmentation est attribuable à l'ajout du carnet de commandes de MCP ainsi qu'au renouvellement des contrats entre la Société et First Solar en février 2011. Le carnet de commandes de la division Matériaux électroniques se chiffre maintenant à 143,7 M\$, en hausse de 89,8 M\$ par rapport à celui du 31 août 2010 et en baisse de 13,2 M\$ comparativement au 31 mai 2011.

Division Matériaux écologiques

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 | Hausse |
|--|--|--------------------------------------|--------|
| | \$ | \$ | |
| Produits | 126 034 | - | s. o. |
| Coût des produits vendus et charges, avant amortissement | (112 826) | - | s. o. |
| BAIIA sectoriel | 13 208 | - | s. o. |
| Nouvelles commandes | 87 559 | - | s. o. |

Les activités de la division Matériaux écologiques comprennent uniquement celles de MCP avant l'acquisition, la Société n'ayant exploité aucune activité dans ce secteur avant le 8 avril 2011, date d'acquisition de MCP. Par conséquent, il n'existe aucune donnée historique aux fins de comparaison et de discussion.

Les produits ont atteint 126,0 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 et découlaient principalement de la vente de métaux et de dérivés chimiques de bismuth. Le BAIIA correspondant à ces produits des activités ordinaires s'est établi à 13,2 M\$.

Les nouvelles commandes se sont chiffrées à 87,6 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, si bien que le carnet de commandes de la division Matériaux écologiques s'élève maintenant à 68,4 M\$, soit une baisse de 38,4 M\$, par rapport au carnet de commandes au 31 mai 2011, en raison du caractère saisonnier du renouvellement des contrats.

Charges

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 | Hausse |
|--|--|--------------------------------------|--------|
| | \$ | \$ | |
| Amortissement | 7 334 | 702 | 945 % |
| Frais généraux, frais de vente et frais d'administration | 16 054 | 1 734 | 826 % |
| Charges financières | 1 680 | 716 | 135 % |
| Impôt sur le résultat | 4 957 | 1 186 | 318 % |
| | 30 025 | 4 338 | 592 % |

Amortissement

La dépense d'amortissement de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 s'est établie à 7,3 M\$, contre 0,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette hausse reflète l'accroissement des actifs amortissables par suite de l'acquisition de MCP, y compris environ 70 M\$ d'immobilisations incorporelles.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 16,1 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, contre 1,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette hausse découle de l'expansion de l'entreprise et de l'équipe de direction. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration ont diminué passant de 10 % à 7 %.

Charges financières

Les charges financières représentent une charge de 1,7 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, contre une charge de 0,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. Cette hausse est attribuable aux emprunts contractés pour financer l'acquisition de MCP et le regroupement des activités.

Impôt sur le résultat

Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, l'impôt sur le résultat s'est établi à 5,0 M\$ comparativement à 1,2 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010, selon des taux d'imposition effectifs de 24,9 % et 29,8 %, respectivement. Cet écart découle de la diminution du taux d'imposition au Canada et des taux moins élevés qu'au Canada imposés dans les différents pays où la Société exerce ses activités depuis l'acquisition de MCP.

Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 |
|--|--|--------------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation | 16 989 | 3 631 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net | (28 969) | (3 832) |
| Activités opérationnelles | (11 980) | (201) |
| Activités d'investissement | (3 294) | (5 695) |
| Activités de financement | 16 252 | 1 108 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 978 | (4 788) |

Les sorties de trésorerie liées aux activités opérationnelles se sont élevées à 12,0 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, contre 0,2 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. L'augmentation des sorties de trésorerie liées aux activités opérationnelles s'explique principalement par la hausse des stocks de 39,5 M\$ et par la baisse des dettes fournisseurs et autres charges à payer de 11,0 M\$, annulées en partie par une diminution des créances clients de 19,1 M\$ et l'effet des résultats nets de la période.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 3,3 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, contre 5,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010, et ont été affectées surtout à des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les entrées de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 16,3 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011. Elles découlent des prélèvements que nous avons effectués sur la nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang multidevises pour rembourser une partie des avances bancaires existantes et de la dette à court terme (liées aux activités antérieures de MCP) et pour soutenir les activités. Pour le trimestre terminé le 31 août 2010, les activités de financement ont permis de comptabiliser un montant de 1,1 M\$ essentiellement attribuable aux produits de la vente de contrats de change à terme.

Fonds de roulement

| (en milliers de dollars américains) | Au 30 septembre 2011 | Au 31 mai 2011 |
|-------------------------------------|----------------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Stocks | 339 634 | 300 055 |
| Autres actifs courants | 182 325 | 200 471 |
| Passifs courants | (243 567) | (270 330) |
| Fonds de roulement ¹ | 278 392 | 230 196 |
| Ratio du fonds de roulement | 2,14 | 1,85 |

¹ Se reporter aux Mesures non définies par les IFRS.

Le fonds de roulement a augmenté pour s'établir à 278,4 M\$ au 30 septembre 2011, contre 230,2 M\$ au 31 mai 2011, ce qui témoigne de l'augmentation des stocks et de la diminution de la dette bancaire et de la dette à court terme. La dette bancaire et la dette à court terme ont été transférées au long terme à la suite de leur remboursement au moyen de la nouvelle facilité de crédit.

Stocks

Au 30 septembre 2011, les stocks s'élevaient à 339,6 M\$ comparativement à 300,1 M\$ au 31 mai 2011. Cette augmentation s'explique par la hausse des volumes conformément à notre stratégie et par des coûts de remplacement accrus.

Ratio du fonds de roulement

Au 30 septembre 2011, le ratio du fonds de roulement a augmenté pour atteindre 2,14, contre 1,85 quatre mois auparavant, une partie de la dette à court terme ayant été convertie en dette à long terme dans le cadre du refinancement au moyen de la nouvelle facilité de crédit de 250 M\$ CA au cours de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011.

Dette nette et entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

| (en milliers de dollars américains) | Au 30 septembre 2011 | Au 31 mai 2011 |
|--|----------------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Dette bancaire et dette à court terme | 152 383 | 174 703 |
| Dette à long terme, y compris la partie courante | 178 284 | 148 403 |
| Total de la dette | 330 667 | 323 106 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés) | (78 326) | (79 171) |
| Dette nette¹ | 252 341 | 243 935 |

¹ Se reporter aux Mesures non définies par les IFRS.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'est chiffrée à 252,3 M\$ au 30 septembre 2011, par rapport à 243,9 M\$ au 31 mai 2011. Par l'intermédiaire de ses filiales, la Société détient encore des emprunts auprès de plusieurs institutions bancaires en Asie, en Europe et en Amérique du Nord. La consolidation de la plus grande partie de la dette grâce à la nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 250 M\$ CA a été complétée en octobre 2011. En août 2011, la Société a en effet contracté une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang multidevises de 250 M\$ CA pour remplacer l'ancienne facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 50 M\$ d'une durée de deux ans.

Les fonds provenant des opérations se sont élevés à 17,0 M\$ pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, contre 3,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 août 2010. L'augmentation s'explique par l'apport de MCP.

| (en milliers de dollars américains) | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 |
|---|---|-----------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Fonds provenant de l'exploitation | 16 989 | 3 631 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | (4 645) | (2 679) |
| Variation du fonds de roulement | (28 969) | (3 832) |
| Produit net (remboursement) lié à la dette à long terme | 36 000 | (166) |
| Diminution des avances bancaires et des autres emprunts à court terme | (22,320) | - |
| Autres | (5 461) | (1 607) |
| | (25 395) | (8 284) |
| Variation de la dette nette | (8 406) | (4 653) |
| (Dette nette) trésorerie nette ¹ au début de la période | (243 935) | 60 382 |
| (Dette nette) trésorerie nette à la fin de la période | (252 341) | 55 729 |

¹ Se reporter aux Mesures non définies par les IFRS.

Le ratio dette nette-BAIIA annualisé pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 s'est chiffré à 2,85, et les fonds annualisés provenant de l'exploitation de la période représentaient 20,2 % de la dette nette.

| | Quatre mois terminés le 30 septembre 2011 | Trimestre terminé le 31 août 2010 |
|---|---|-----------------------------------|
| Ratio dette nette-BAIIA ¹ | 2,85 | s. o. |
| Fonds annualisés provenant de l'exploitation sur la dette nette (%) | 20,20 | s. o. |

¹ Trésorerie nette en 2010

Capital social

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration. Au 30 septembre 2011, aucune action privilégiée n'était émise.

Actions émises et entièrement payées

(en milliers de dollars américains)

| Actions ordinaires | Au 30 septembre 2011 | | Au 31 mai 2011 | |
|--------------------|----------------------|------------|----------------|------------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| En circulation | 70 959 125 | 305 790 \$ | 70 892 627 | 305 463 \$ |

Au 5 décembre 2011, un total de 70 961 125 actions ordinaires étaient émises et en circulation, mais aucune action privilégiée ne l'était.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a mis en œuvre un nouveau régime d'options d'achat d'actions (« le régime »), en remplacement de l'ancien régime (« l'ancien régime ») adopté en octobre 2007, aux mêmes conditions et termes, sauf que le total d'options attribuées ne peut dépasser 5 millions.

Le total des actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées aux termes de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime pouvaient être exercées sur une période d'au plus dix ans suivant la date d'attribution. Les options en cours au 30 septembre 2011 pouvaient être exercées sur une période n'excédant pas six ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises à raison d'un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs) dès la première année suivant la date d'attribution des options.

Le nombre d'options et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération fondée sur les actions s'établissent comme suit :

| | Au 30 septembre 2011 | | Au 31 août 2010 | |
|--|----------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------------|
| | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré |
| | | \$ CA | | \$ CA |
| En cours au début de la période | 1 384 025 | 4,52 | 1 596 615 | 4,24 |
| Attribuées | 275 249 | 8,60 | 244 308 | 4,89 |
| Annulées | (4 396) | 4,42 | (11 820) | 3,93 |
| Exercées | (66 498) | 3,17 | (5 950) | 3,00 |
| En cours à la fin de la période | 1 588 380 | 5,28 | 1 823 153 | 4,34 |
| Pouvant être exercées à la fin de la période | 701 107 | 4,43 | 655 885 | 3,72 |

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes

Le 7 juin 2010, la Société a mis en œuvre un régime d'unités d'actions restreintes (« UAR ») qui s'ajoute au régime d'options d'achat d'actions. Le régime UAR permet à la Société d'octroyer aux participants des unités d'actions fictives qui s'acquiescent après une période de trois ans. Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et comptabilisées dans le passif. L'évaluation de la charge de rémunération et du passif connexe liés à ces attributions est fondée sur la juste valeur des unités d'actions octroyées et est passée en charges dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sur la période d'acquisition des droits afférents aux unités d'actions attribuées. À la fin de chaque période, les variations des obligations de paiement de la Société

attribuables aux fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisées dans les frais généraux, frais de vente et frais d'administration. Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, la Société a attribué 24 758 UAR, et 57 887 UAR étaient en circulation au 30 septembre 2011 (33 129 UAR au 31 mai 2011).

Régime incitatif d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers

Le 7 juin 2010, la Société a mis en œuvre un régime d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers (« UAREE ») dont les droits peuvent être exercés pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les droits afférents aux UAREE en circulation au 30 septembre 2011 peuvent être exercés pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les UAREE sont acquises à un taux annuel de 25 %, dès la première année suivant la date d'attribution. Pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, la Société a octroyé 33 428 UAREE et 41 350 UAREE étaient en circulation au 30 septembre 2011 (8 549 UAREE au 31 mai 2011).

Arrangements exclus de l'état de la situation financière

La Société a recours à certains arrangements exclus de l'état de la situation financière portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes de produits fabriqués réalisées en dollars américains, en euros et autres devises et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre la fluctuation du change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note annexe 17 des états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du Rapport annuel 2011.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 septembre 2011 :

| | Valeur comptable | Un an | Deux à trois ans | Quatre à cinq ans | Plus de cinq ans | Total |
|---|------------------|----------------|------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Dette bancaire et dette à court terme | 152 383 | 152 383 | - | - | - | 152 283 |
| Dette à long terme | 178 284 | 20 865 | 84 533 | 79 944 | 5 846 | 191 188 |
| Instruments financiers dérivés | 6 021 | 4 119 | - | 1 902 | - | 6 021 |
| Dettes fournisseurs et autres charges à payer | 57 941 | 57 941 | - | - | - | 57 941 |
| Total | 394 629 | 235 308 | 84 533 | 81 846 | 5 846 | 407 533 |

Méthodes comptables critiques

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités résumés de la Société ont été dressés conformément aux IFRS. Pour obtenir la description des méthodes comptables, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non audités résumés pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011.

Passage aux IFRS

En février 2008, le Comité des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'adopter les IFRS pour dresser leurs états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011 sont les premiers à être dressés selon les IFRS. Pour toutes les périodes antérieures, la Société a préparé ses états financiers selon les PCGR du Canada. Conformément à IFRS 1, certaines informations se rapportant à la transition aux IFRS figurent ci-dessous. Ces informations sont fournies aux termes

des IFRS tel qu'il est indiqué à la rubrique Base d'établissement de la note annexe 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2011.

Selon IFRS 1, la Société doit fournir des chiffres comparatifs. Elle a commencé à appliquer les IFRS le 1^{er} juin 2010, qui représente ainsi la « date de transition ». Selon IFRS 1, le nouvel adoptant doit appliquer de façon rétrospective l'ensemble des IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 mai 2011 pour la Société. Toutefois, IFRS 1 prévoit certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires pour le nouvel adoptant.

Choix initiaux à l'adoption des IFRS

La Société a fait les choix suivants aux termes d'IFRS 1 à la date de transition :

Regroupements d'entreprises : Selon IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de ne pas appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, rétrospectivement aux regroupements qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société s'est prévalué de cette option.

Paiement fondé sur des actions : La Société a décidé d'appliquer de façon rétrospective IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, à l'ensemble des transactions donnant lieu à des paiements fondés sur des actions à la date de transition. IFRS 2 s'applique aux options d'achat d'actions, aux UAR et aux UAREE en circulation le 1^{er} juin 2010.

Monnaie fonctionnelle : La Société s'est conformée à IAS 21 et a adopté le dollar américain comme monnaie fonctionnelle, en remplacement du dollar canadien. Tous les montants figurant à l'état consolidé de la situation financière ont été retraités au 1^{er} juin 2010 et présentés comme s'ils avaient toujours été comptabilisés en dollars américains depuis leur constatation initiale.

Participation dans les coentreprises : La Société a décidé d'appliquer de façon prospective IAS 28 conformément aux dispositions de transition pertinentes. Selon IFRS 1, le coût présumé global de la participation dans les coentreprises s'établit à 0,4 M\$ dans le cas d'Ingal et à 0,9 M\$ pour MCP Shenzhen.

Exceptions obligatoires selon IFRS 1

Comptabilité de couverture – La comptabilité de couverture s'applique seulement de façon prospective à compter de la date de transition aux transactions qui respectent les critères de la comptabilité de couverture indiqués dans IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, à cette date. Les relations de couverture ne peuvent pas être désignées de façon rétrospective ni les documents justificatifs créés de façon rétrospective. Par conséquent, aucune relation de couverture satisfaisant aux critères de la comptabilité de couverture à la date de transition n'a été constatée dans les résultats de la Société selon les IFRS.

Estimations – Selon IFRS 1, les estimations d'une entité aux termes des IFRS à la date de transition doivent correspondre aux estimations établies à la même date selon les PCGR, sauf s'il est prouvé que ces estimations étaient erronées. Les estimations de la Société au 1^{er} juin 2010 sont compatibles avec celles qu'elle a établies selon les PCGR du Canada à la même date.

Incidence du passage aux IFRS

Les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada identifiées comme ayant une incidence importante sur la situation financière et le rendement financier consolidé déjà constaté sont résumées à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2011, qui présente une synthèse des incidences découlant du passage aux IFRS.

Normes comptables futures

La norme IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009. Elle porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples règles relatives aux instruments de créance d'IAS 39 par un modèle unique d'évaluation des actifs financiers selon deux catégories, soit au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, IFRS 9 remplace les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres qui sont désormais comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne constituent pas clairement un rendement du capital investi, sont comptabilisés par le biais du résultat net, mais les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) liés à ces instruments restent compris indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global. Cette norme s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'application de cette norme et elle n'a pas déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

En mai 2011, l'IASB a publié les normes suivantes que la Société n'a pas encore adoptées : IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), IFRS 11, *Partenariats* (« IFRS 11 »), IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (« IFRS 12 »), IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 ») et la norme modifiée IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* (« IAS 28 »). Ces nouvelles normes s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, leur adoption anticipée étant permise. La Société n'a pas commencé à évaluer l'incidence de ces nouvelles normes et normes modifiées sur ses états financiers et elle n'a pas déterminé si elle les adoptera de façon anticipée en tout ou en partie.

Les nouvelles normes se résument comme suit :

IFRS 10 – États financiers consolidés

Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité détenue lorsqu'elle est exposée – ou a des droits – à des rendements variables découlant de sa participation dans l'entité détenue et qu'elle peut utiliser son pouvoir sur l'entité détenue pour influencer sur ces rendements. Selon l'IFRS actuellement en vigueur, la consolidation est exigée lorsqu'une entité est en mesure de régir les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité afin de tirer avantage des activités de cette dernière. IFRS 10 remplace SIC 12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

IFRS 11 – Partenariats

Selon IFRS 11, une partie à un partenariat doit classer sa participation à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra inscrire sa part de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'entreprise commune. Selon l'IFRS actuellement en vigueur, les entités peuvent choisir de consolider proportionnellement leurs participations dans des coentreprises ou de les comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 annule et remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

IFRS 12 établit les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les véhicules exclus de l'état de la situation financière. La norme conserve les obligations d'information actuelles et en ajoute de nouvelles qui portent sur la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et sur les risques qui y sont associés.

IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une norme globale précisant les exigences d'évaluation et de présentation de la juste valeur à utiliser dans l'application de toutes les normes IFRS. La nouvelle norme établit que la juste valeur correspond au prix obtenu pour la vente d'un actif ou au prix payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Elle énumère également les informations à fournir dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur. Selon les IFRS actuellement en vigueur, les directives portant sur

l'évaluation et la présentation de la juste valeur sont disséminées un peu partout dans les différentes normes exigeant l'évaluation de la juste valeur et, dans bien des cas, elles ne fournissent pas une base d'évaluation claire ni des informations cohérentes.

Modifications apportées aux autres normes

De plus, des modifications ont été apportées aux normes existantes, dont IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 s'applique à la comptabilisation de participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées lorsqu'une entité ne présente pas des états financiers consolidés. IAS 28 a été modifiée pour s'appliquer aux coentreprises et traiter des changements découlant des IFRS 10 à 13.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur le rendement de la Société.

Les risques et incertitudes que doit affronter la Société n'ont pas subi de modification importante par rapport à ceux qui figurent dans le Rapport annuel 2011.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des services financiers qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette attestation limite l'étendue de notre conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures de MCP comme le permet le Règlement 52-109.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des services financiers ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable, à l'exception de ceux de MCP, que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée ;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des services financiers ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À l'exception de MCP, une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

La Société a poursuivi sa stratégie de croissance en concluant une importante opération en avril 2011. Au cours de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, la Société a élargi son équipe de direction et son personnel du siège social pour y ajouter des membres affectés à l'intégration des nouvelles entreprises et à l'amélioration des contrôles internes et des procédures. Toutefois, un effort significatif sur le plan des ressources financières a été consacré à l'intégration des entreprises nouvellement acquises et à la mise en œuvre des structures fiscale et de financement. Par conséquent, des lacunes de contrôle ont été rencontrées lors de la documentation et de l'évaluation d'opérations non routinières et complexes et lors de la transition aux IFRS. Dans les trimestres à venir, la direction poursuivra l'amélioration des contrôles internes à l'égard de l'information financière et mettra en œuvre des contrôles supplémentaires relativement à l'évaluation des opérations non routinières et complexes.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de la période de quatre mois terminée le 30 septembre 2011, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Mesures non définies par les IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non définies par les IFRS. Les mesures non définies par les IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de 5N Plus avant les charges financières, les produits d'intérêts, les profits et pertes de change, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative du rendement opérationnel des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition des mesures non définies par les IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux fonds générés par les activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Selon la Société, les flux de trésorerie constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Elle correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris la notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Événements postérieurs à la date de clôture

Le 1^{er} octobre 2011, la société s'est engagée à faire l'acquisition d'une usine en Malaisie. Aux termes de cet engagement, la société versera 8 250 ringgit (environ 2,6 M\$ US) aux fins de cette acquisition. La société attend le feu vert des autorités de la Malaisie pour conclure l'achat.

Le 31 octobre 2011, la société a fait l'acquisition de la participation de 40 % restante dans l'une de ses filiales, Lao Industrial Resources Co. Ltd., dont la principale activité est le raffinage des métaux, pour un montant d'environ 2 M\$.

Le 1^{er} novembre 2011, la société a attribué 252 000 droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») à la plupart des membres de son personnel, à l'exception de son personnel de direction. Les DPVA sont acquis et payés sur une période de trois ans. Ils sont automatiquement exerçables en contrepartie d'un montant en trésorerie à chaque anniversaire de la date d'attribution et la société est tenue de verser le montant aux porteurs. Le montant versé en trésorerie correspond au nombre de DPVA multiplié par le cours moyen de l'action de la société pendant le mois qui précède immédiatement l'acquisition. Les changements des obligations de paiements de la société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont comptabilisés en charges à la fin de chaque période.